

Missions d'inspection générale.

Par arrêté du 17 juin 1963, les ingénieurs généraux des mines dont les noms suivent ont été chargés, pour une période de cinq ans à compter du 1^{er} juillet 1963, d'une mission d'inspection générale dans les divisions minéralogiques désignées ci-après :

MM. Damian (Jean), division minéralogique du Nord.

Robert (Pierre), division minéralogique de l'Est.

Frereau (Aristide), division minéralogique du Centre-Ouest.

Degot (Pierre), division minéralogique du Sud-Ouest.

Vingotte (Jean), division minéralogique du Sud-Est.

Colot (Armand), division minéralogique des départements d'outre-mer.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret n° 63-618 du 26 juin 1963 portant création d'un doctorat de spécialité (3^e cycle) dans les facultés de droit et des sciences économiques.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu l'avis de la section permanente du conseil de l'enseignement supérieur,

Décète :

Art. 1^{er}. — Un doctorat de spécialité (3^e cycle) est créé dans les facultés de droit et des sciences économiques. Ce doctorat consacre la possession de connaissances approfondies et la formation au maniement des méthodes de recherche dans l'une des spécialités figurant sur la liste fixée par arrêté du ministre de l'éducation nationale, après avis d'une commission présidée par le directeur général de l'enseignement supérieur et composée des doyens de toutes les facultés de droit et des sciences économiques et des professeurs des facultés de droit et des sciences économiques membres du conseil de l'enseignement supérieur.

Un arrêté du ministre de l'éducation nationale détermine les facultés de droit et des sciences économiques habilitées à délivrer le doctorat de spécialité et fixe pour chacune de ces facultés la liste des spécialités qui y sont préparées. Ce texte intervient sur proposition de l'assemblée de la faculté intéressée, après avis de la commission prévue à l'article 8 et du conseil de l'enseignement supérieur.

Art. 2. — La durée de préparation au doctorat de spécialité est au minimum de deux années, consécutives ou non. Au début de chaque année, les candidats prennent une inscription annuelle dans une faculté de droit et des sciences économiques ou dans un institut d'université ou de faculté habilitée à cet effet par l'assemblée de la faculté de droit et des sciences économiques.

Art. 3. — Peuvent être admis à s'inscrire en première année, par décision du doyen, sur proposition de la commission prévue à l'article 8, les étudiants qui possèdent la licence en droit, ou la licence ès sciences économiques, ou un autre diplôme d'enseignement supérieur, français ou étranger, jugé suffisant ou, à titre exceptionnel, d'autres candidats ayant donné par leurs titres ou travaux la preuve d'une aptitude à la recherche.

Art. 4. — Les études et recherches des étudiants admis à s'inscrire sont dirigées soit par un professeur, un maître de conférences agrégé ou un maître de conférences des facultés de droit et des sciences économiques, ou des facultés des lettres et sciences humaines, ou des facultés des sciences, soit par une autre personnalité choisie en raison de sa compétence.

Ces personnes sont désignées par le doyen de la faculté de droit et des sciences économiques après avis de la commission prévue à l'article 8. Dans le cas où la préparation du doctorat de spécialité est effectuée entièrement ou partiellement dans un institut, la désignation est faite conjointement par le doyen et le directeur de l'institut.

Art. 5. — Les candidats sont admis à s'inscrire en deuxième année par décision conjointe de la personne dirigeant leurs études et recherches et d'un professeur de la faculté de droit et des sciences économiques désigné par le doyen de la faculté ; ils doivent présenter un rapport sur le travail accompli au cours de la première année et justifier, dans une épreuve orale et des exercices pratiques, d'une initiation aux techniques de recherche et de connaissances suffisantes dans la spécialité choisie.

Art. 6. — A la fin de la deuxième année ou postérieurement, les candidats soutiennent une thèse portant sur les recherches personnelles effectuées dans la spécialité choisie. Cette thèse est soutenue oralement.

Art. 7. — Le jury devant lequel la thèse est soutenue est composé de trois membres au moins, désignés par le doyen de la faculté de droit et des sciences économiques soit parmi les membres du personnel enseignant des facultés de droit et des sciences économiques, ou des facultés des lettres et sciences humaines, ou des facultés des sciences, ou des instituts habilités, soit parmi d'autres personnalités choisies en raison de leur compétence. Le président du jury est un professeur de la faculté de droit et des sciences économiques ; la personne ayant dirigé les études et recherches du candidat est membre de droit du jury.

L'admission ou l'ajournement est prononcé après délibération du jury. L'admission est prononcée avec l'indication de l'une des mentions suivantes : passable, assez bien, bien, très bien. En cas de partage des voix, le président du jury a voix prépondérante.

Art. 8. — Il est institué dans chaque faculté de droit et des sciences économiques préparant au doctorat de spécialité une commission comportant le doyen de la faculté, président, et au minimum quatre membres désignés par l'assemblée de la faculté dans le personnel enseignant de la faculté de droit et des sciences économiques, ou de la faculté des sciences, ou de la facultés des lettres et sciences humaines ou des instituts habilités. Elle exerce les attributions prévues aux articles 1^{er}, 3 et 4 du présent décret.

Art. 9. — Le modèle du diplôme sera fixé par arrêté du ministre de l'éducation nationale.

Art. 10. — Le présent décret entrera en application à compter de l'année universitaire 1963-1964.

Art. 11. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 juin 1963.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,
CHRISTIAN FOUCHET.

Décret n° 63-619 du 29 juin 1963 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 6 décembre 1962 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret du 11 juin 1963 relatif à la composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 58-912 du 27 septembre 1958 relatif à l'exercice des attributions concernant la jeunesse et les sports ;

Vu le décret n° 58-1234 du 16 décembre 1958 relatif au haut comité de la jeunesse, modifié et complété par le décret n° 60-83 du 18 janvier 1960 ;

Vu le décret n° 61-792 du 24 juillet 1961 relatif au haut comité des sports,

Décète :

Art. 1^{er}. — M. Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, exerce, sous l'autorité et par délégation du ministre de l'éducation nationale, les attributions précédemment dévolues au haut-commissaire à la jeunesse et aux sports.

Dans les mêmes conditions, il exerce en outre les attributions du ministre de l'éducation nationale en matière d'équipement sportif à l'intérieur des établissements scolaires et universitaires.

Art. 2. — Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports exerce les attributions précédemment dévolues au secrétaire général du haut comité de la jeunesse créé par le décret n° 58-1234 du 16 septembre 1958, modifié et complété par le décret n° 60-83 du 18 janvier 1960, ainsi que celles dévolues au secrétaire général du haut comité des sports créé par le décret n° 61-792 du 24 juillet 1961.

Art. 3. — Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports reçoit délégation du ministre de l'éducation nationale pour signer en son nom tous actes et décisions, dans les limites fixées par l'article 1^{er} du présent décret. Il contresigne les décrets relatifs aux mêmes attributions.

Art. 4. — Les services placés sous l'autorité du ministre de l'éducation nationale sont, en tant que de besoin, mis à la disposition du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports pour l'exercice des attributions qui lui sont dévolues.

Art. 5. — M. Maurice Herzog est autorisé à déléguer sa signature dans les conditions prévues au décret du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature.

Art. 6. — Le ministre de l'éducation nationale et le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 1963.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :
Le Premier ministre,
GEORGES POMPIDOU.

Le ministre de l'éducation nationale,
CHRISTIAN FOUCHET.

Enseignement et jeunesse.

Rectificatif au *Journal officiel* du 14 juin 1963 : page 5299, 1^{re} colonne, rubrique Enseignement et jeunesse, 3^e et 4^e ligne, au lieu de : « né le 18 septembre 1903, est admis pour compter du 18 septembre 1903 », lire : « né le 10 septembre 1903, est admis pour compter du 10 septembre 1963 ».

Enseignement supérieur.

Par arrêté du 20 mai 1963, sont rattachés aux facultés ou écoles nationales de médecine métropolitaines suivantes les maîtres de conférences agrégés et les agrégés mis à la disposition du secrétaire d'Etat chargé des affaires algériennes ci-dessous désignés :

Anatomie. — M. Pheline (Yves), à Tours.
Histologie et embryologie. — M. Slimane Taleb Saïd, à Nantes.
Pathologie expérimentale. — M. Heran (Jacques), à Strasbourg.
Physiologie. — M. Laurent (Daniel), à Paris.
Thérapeutique. — M. Tadei (André), à Angers.
Hématologie. — M. Messerschmidt (Jacques), à Amiens.
Médecine générale. — M. Leutenegger, à Reims.
Médecine générale. — M. Morand, à Lille.
Chirurgie générale. — M. Stoppa, à Amiens.
Neuro-chirurgie. — M. de Rougemont (Jacques), à Grenoble.
Neurologie et psychiatrie. — M. Pascalis, à Reims.
Obstétrique. — M. Gautray, à Clermont-Ferrand.
Pneumo-phthisiologie. — M. Levi-Valensi, à Montpellier.
Maladies infectieuses. — M. Destaing (Fernand), à Lille.

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Décret n° 63-620 du 26 juin 1963 autorisant l'office national de la navigation à contracter un emprunt en vue du financement de travaux d'amélioration et de modernisation des voies navigables.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des travaux publics et des transports et du ministre des finances et des affaires économiques,
Vu le décret n° 60-441 du 6 décembre 1960 portant statut de l'office national de la navigation ;

Vu la loi n° 53-301 du 9 avril 1953 relative à l'amélioration et à la modernisation des voies navigables ;

Vu le décret n° 54-826 du 13 août 1954 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée ;

Vu l'arrêté du 1^{er} avril 1959 instituant des taxes générales en application de la loi du 9 avril 1953 ;

Vu l'arrêté du 1^{er} avril 1959 instituant sur la basse Seine des taxes particulières en application de la loi du 9 avril 1953 ;

Vu les arrêtés du 11 juin 1963 instituant sur la haute Seine, sur les canaux du Nord et de Saint-Quentin et sur la liaison Dunkerque-Valenciennes, des taxes particulières en application de la loi du 9 avril 1953 ;

Vu la loi n° 59-899 du 31 juillet 1959 relative à l'expérimentation de l'énergie atomique et aux industries de base concourant à l'équipement général du pays ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'office national de la navigation en date du 18 mars 1963,

Décète :

Art. 1^{er}. — L'office national de la navigation est autorisé à contracter un emprunt de 50 millions de francs destiné au paiement de sa participation aux travaux d'amélioration et de modernisation des voies navigables entrepris en exécution de la loi de programme n° 59-899 du 31 juillet 1959.

Il sera fait face au service d'intérêts et d'amortissement de cet emprunt au moyen du produit des taxes générales et particulières perçues par l'office national de la navigation en application de l'article 1^{er} de la loi n° 53-301 du 9 avril 1953.

Art. 2. — Le ministre des travaux publics et des transports et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 juin 1963.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre des travaux publics et des transports,
MARC JACQUET.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Régies d'avances.

Par arrêté du 19 juin 1963, l'article 1^{er} de l'arrêté du 14 avril 1953 portant nomination de régisseurs d'avances du service des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais, est à nouveau modifié comme suit :

« Régie de la subdivision des canaux du Calais à Calais. — Montant maximum de l'avance : 6.000 F ».

(Le reste sans changement.)

Travaux d'aménagement, de déviation, d'élargissement ou de rectification de routes nationales (déclarations d'utilité publique).

Par arrêté du 25 juin 1963, est autorisé et déclaré d'utilité publique l'aménagement du carrefour en surface, entre les voies latérales de la route nationale n° 1 (avenue du Président-Wilson) et le chemin départemental n° 20 (rue du Landy), conformément aux dispositions du plan susvisé qui restera annexé au présent arrêté.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à partir de la publication du présent arrêté.

Réglementation provisoire de la circulation sur des sections de l'autoroute A. 7 (Lyon—Marseille).

Le ministre des travaux publics et des transports,

Sur la proposition du directeur des routes et de la circulation routière,

Vu la loi n° 55-435 du 18 avril 1955 modifiée portant statut des autoroutes ;

Vu le décret n° 56-1425 du 27 décembre 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 18 avril 1955 précitée, et notamment son article 3 ;

Vu le code de la route, et notamment les articles R. 43-1 et suivants,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La section de l'autoroute A. 7 Lyon—Marseille, d'une longueur de 5 km environ, située au Nord de Valence (Drôme), sera ouverte provisoirement à la circulation à partir du 28 juin 1963, dans les conditions d'exploitation fixées par les articles R. 43-1 et suivants du code de la route.

Art. 2. — Provisoirement, l'utilisation de cette section d'autoroute ne donnera pas lieu à perception de péages.

Art. 3. — Le préfet de la Drôme est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 1963.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
PIERRE PANARD.